



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 196 du 24 avril 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	17 567	8 210	7 408	4 395	1 789
Cas/10 000 hab	17,17	14,66	13,72	7,99	49,69
Nombre de décès	2 152	403	191	177	10
Décès/10 000 hab	2,1	0,72	0,35	0,32	0,3
Décès/cas	12,25%	4,91%	2,57%	4,03%	0,56%

Chiffres du 24 avril 2020 à 14h.

Covid-19 – Les premières mesures de déconfinement annoncées dans la zone nordique.

Au **Danemark**, une première phase de réouverture progressive, lente et contrôlée a débuté le 15 avril, avec la reprise de l'école maternelle, primaire et élémentaire. Très rapidement, les petits commerces et les professions réglementées (dentistes, physiothérapeutes, tribunaux) ont pu rouvrir le 20 avril, soit 27 000 des 500 000 personnes impactées par la fermeture du pays. **La deuxième phase de déconfinement est en discussion au Parlement** depuis le 23 avril et pourrait permettre la réouverture des centres commerciaux et grands magasins.

En **Norvège**, la première phase de déconfinement a débuté le 20 avril avec la réouverture des crèches et la possibilité pour certains praticiens de reprendre le travail. Le 27 avril, les établissements scolaires, jardins d'enfants et certaines entreprises (coiffeurs, masseurs, instituts de beauté) seront autorisés à rouvrir. Les séjours dans les résidences secondaires sont à nouveau autorisés même si les voyages d'agrément doivent restés limités et que l'usage des transports en commun est déconseillé. En revanche, les événements culturels et sportifs ne permettant pas d'observer une distance de sécurité de deux mètres demeurent interdits jusqu'au 15 juin.

En **Islande**, le gouvernement a annoncé un assouplissement de certaines restrictions à partir du 4 mai. L'interdiction des rassemblements de plus de 20 personnes sera portée à 50 personnes, mais la règle des deux mètres de distance de sécurité restera en vigueur. Les collèges, écoles élémentaires et maternelles reprendront leurs activités normales et les lycées et universités seront autorisés à rouvrir. Cependant, les lieux publics, les salons de coiffure et de beauté, les cliniques de physiothérapie et les musées pourront rouvrir, mais les gymnases, piscines, bars, discothèques, casinos et autres lieux similaires resteront fermés. Tous les services médicaux et dentaires seront également autorisés, à l'exception de la chirurgie facultative. Les enfants pourront à nouveau pratiquer des activités sportives en extérieur.

En **Finlande**, les mesures de restriction ont été prolongées jusqu'au 13 mai (fermeture des établissements scolaires, lieux sportifs, culturels et associatifs, interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes, recommandation de confinement des personnes de plus de 70 ans). **Le plan de démantèlement progressif des mesures restrictives sera présenté au gouvernement par le groupe de travail dirigé par Martti Hetemäki le 1^{er} mai** et sera examiné par le gouvernement le 3 mai. L'isolement de la région Uusimaa a pris fin le 15 avril. En revanche, la fermeture des restaurants et des bars est maintenue jusqu'à fin mai et l'interdiction des événements publics rassemblant plus de 500 personnes sera prolongée jusqu'au 31 juillet 2020 au moins. La stratégie de la Finlande repose sur 4 principes : augmentation des tests, traçage des cas et des chaînes de contamination, isolement des personnes atteintes et mises en quarantaine des personnes exposées.

En **Suède**, il n'existe pas de plan de déconfinement puisque le pays n'a pas annoncé de mesures de restriction sanitaire. L'interdiction des rassemblements publics de plus de 50 personnes reste en vigueur. Les usines ré-ouvrent progressivement. Volvo AB a notamment annoncé la reprise de la production le 20 avril.

Les pays nordiques devront faire face à une récession inférieure à la moyenne de la zone euro, selon les prévisions économiques d'avril du FMI. En 2020, ils devraient voir leur PIB chuter de -6,3% en Norvège, -6,5% au Danemark et en Finlande, -6,8% en Suède et -7,2% en Islande. La reprise devrait être rapide en Suède (+5,2% prévus en 2021), au Danemark et en Islande (+6%), mais plus lente en Norvège (+2,9%) et en Finlande (+3,1%).

Danemark

Conséquences du covid-19 sur l'économie danoise. Dans une nouvelle publication, le Conseil des Sages présente deux scénarios sur les effets de la crise : un scénario optimiste avec une baisse du PIB de 3,5% en 2020 et un déficit budgétaire de 6,5%, soit 140 Mds DKK (2,5 Mds€) ; un scénario pessimiste (prévoyant une deuxième vague de contagion associée à une nouvelle fermeture du pays et de nouveaux paquets d'aides) avec une baisse du PIB de 5,5% et un déficit de 9% du PIB, soit 200 Mds DKK (26,8 Mds€). Les Sages prévoient en outre que le chômage touchera entre 140 000 et 160 000 personnes (contre 87 000 au début de 2020) et que les prix immobiliers baisseront de 8 à 11% en 2020.



L'inflation négative en 2020 ? Les prix à la consommation ont fortement chuté au mois de mars, notamment à cause de la baisse du prix du pétrole. A plus long terme, les prix à la consommation devraient baisser davantage du fait de l'augmentation du chômage, qui pourrait entraîner une baisse de la demande, selon Tore Stramer, l'économiste en chef de Dansk Erhverv. Celui-ci prévoit que l'inflation sera exceptionnellement basse cette année, et même potentiellement négative : on pourrait atteindre le plus bas niveau depuis 1953 (dernière année de déflation).

Le FMI prévoit une chute du PIB danois de 6,5% en 2020, suivie d'un rebond de 6% en 2021. À titre de comparaison, le gouvernement anticipe une baisse du PIB entre 3% et 6% pour 2020. Le FMI mentionne les programmes d'aides du gouvernement comme un facteur d'atténuation de la crise sur l'économie. L'économie mondiale devrait également subir une récession de 3% cette année, soit une chute plus importante qu'en 2009., avant une reprise de 5,8% en 2021.

L'Etat danois doit trouver de quoi financer ses principaux plans d'aides d'un montant de 250 Mds DKK (33,5 Mds€) d'ici au mois de juillet, selon la Banque nationale. Au moins la moitié de cette somme devra être empruntée. Les finances publiques étant saines et la dette publique notée « AAA », l'émission de dette ne devrait être ni difficile, ni très coûteuse. L'Etat dispose par ailleurs de marges de manœuvre importantes, dont 130 Mds DKK (17 Mds€) de trésorerie à la Banque nationale.

Danske Bank annule le paiement des dividendes de 2019, d'un montant de 7,5 Mds DKK (1 Md€). Bien que la première banque du Danemark se porte relativement bien en termes de capitaux propres et de liquidités, cette décision respecte les recommandations de la Première ministre et de l'Union européenne. Jyske Bank et Sydbank avaient d'ores et déjà pris cette décision. Nordea a reporté le versement des dividendes à octobre 2020 au plus tôt.

Finlande

Le ministère des Finances prévoit une contraction de 5,5% du PIB en 2020. Le ministère des Finances finlandais a publié ses prévisions économiques de printemps tenant compte de l'impact de la crise liée au covid-19. Dans le scénario le plus optimiste, qui limite à trois mois la durée des mesures restrictives, l'impact sur l'économie entraînera une chute de -5,5% du PIB. Toutes les composantes de la croissance sont concernées, avec une baisse particulièrement importante de l'investissement privé (-10%), des exportations (-6,2%) et de la consommation privée (-4%). Les répercussions sur les finances publiques seront brusques et persisteront dans les années à venir. Pour la seule année 2020, le déficit public atteindra 7,2% du PIB, soit une hausse de 14 Mds€ par rapport aux précédentes prévisions, et la dette publique sera d'environ 69% du PIB. Un scénario alternatif dans lequel les restrictions se prolongent pendant six mois voit le PIB s'effondrer de 12% et le déficit public dépasser les 10%.

Intérêt de fonds américains pour une augmentation de leur participation au capital de Nokia. Les rumeurs d'un possible rachat hostile d'actions Nokia de la part des fonds américains KKR, Blackstone et Apollo ravivent les inquiétudes sur cette société. L'action a chuté de 4,1€ le 11 février 2020 à 2,1€ mi-mars (l'ensemble des Bourses ayant alors plongé) avant de remonter à 3,2€ au lendemain de la publication de cet intérêt des fonds. De nombreux analystes s'inquiètent des résultats de la stratégie 5G menée par Nokia dans le cadre d'une concurrence exacerbée, notamment avec Huawei. La trésorerie de ce groupe est souvent considérée comme faible au vu des investissements nécessaires pour cette nouvelle technologie et les étapes à venir pour le futur de la XG. Les fonds américains détiennent actuellement plus de 7% de son capital, l'agence des participations de l'Etat finlandais 4,3% et les fonds de pension finlandais un peu moins de 4%. Le CA de Nokia fin 2019 était de 23,3 Mds€ pour 102 000 employés dans le monde, dont 5 300 en France.

Changement de PDG chez Outokumpu, leader mondial du marché de l'acier inoxydable dont Solidium, l'agence des participations de l'Etat finlandais, détient 22% du capital. Le conseil d'Outokumpu a choisi Heikki Malinen pour le poste de PDG : il prendra ses fonctions le 16 mai 2020 et succède ainsi au néerlandais Roeland Baan, nommé en 2016. Heikki Malinen rejoint Outokumpu après avoir été PDG de la Poste finlandaise.

Islande

Forte dégradation de la situation économique en Islande. Bjarni Benediktsson, ministre de l'Économie et des Finances a déclaré que la situation économique s'était très rapidement dégradée et que les prévisions les plus pessimistes présentées en mars sont aujourd'hui les plus optimistes. Le gouvernement et la Banque centrale avaient annoncé que le PIB accuserait une baisse estimée entre -2,4 et -4,8% en 2020 ; le nombre de touristes diminuerait de 37% voire de 55%, ce qui entraînerait une réduction de 14% voire de 21% des exportations totales. Le FMI prévoit quant à lui un recul de -7,2% du PIB et un taux de chômage de 8% en 2020.

Un mois après l'annonce d'un premier paquet de mesures économiques en réponse aux effets de la pandémie de covid-19, le gouvernement a présenté des mesures complémentaires pour un montant d'environ 60 Mds ISK (380 M€). Le soutien aux petites et moyennes entreprises est renforcé pour un montant estimé à 30 Mds ISK (190 M€). Les entreprises contraintes de suspendre leurs activités recevront des aides. Des prêts non indexés leur seront accordés et elles seront autorisées à reporter jusqu'à 20 MISK (130 000€) sur les pertes prévisibles de l'année 2020 pour compenser l'impôt sur les revenus de 2019. Le gouvernement encouragera également l'innovation en augmentant les contributions aux start-ups mais aussi au secteur de la production alimentaire. Les ratios de remboursement et les plafonds de



recherche et développement (R&D) seront augmentés d'environ 4,5 Mds ISK (30 M€). Des soutiens ciblés seront accordés aux secteurs particulièrement touchés par la crise : le secteur touristique, le secteur culturel ainsi que les sociétés de médias privés. Le personnel soignant recevra une prime exceptionnelle. Enfin des mesures sociales à destination des personnes vulnérables (étudiants, demandeurs d'emplois, personnes âgées, handicapées) ont été annoncées pour un montant total de 8,5 Mds d'ISK (50 M€).

Le litige opposant l'Etat islandais à des compagnies de pêche sur les quotas de pêche au maquereau entre 2011 et 2014 est ajourné. En raison de la pandémie de covid-19 et de ses effets sur l'économie islandaise, 5 des 7 compagnies de pêche islandaises (Eskja, Gjörgur, Ísfélag Vestmannaeyja, Loðnuvinnslan et Skinney-Binganes) qui réclamaient environ 10 Mds ISK (60 M€) de compensation à l'État islandais depuis 2019, ont décidé de retirer leurs réclamations. En décembre 2018 la Cour suprême avait rendu deux décisions confirmant la responsabilité de l'Etat dans les pertes financières de deux des sept sociétés en raison d'une attribution moindre de quotas.

Norvège

Le FMI dresse des perspectives économiques très sombres pour 2020 dans son évaluation semestrielle. En ce qui concerne la Norvège, les économistes du Fonds Monétaire International estiment une baisse de l'activité économique de 6,3% cette année. Le taux de chômage devrait atteindre 13% sur l'année, taux le plus élevé d'Europe du nord, supérieur aux taux de chômage prévus en Allemagne, en Italie ou en Irlande.

Le fonds pétrolier est mis à contribution pour lutter contre la crise. D'après le ministre des Finances, Jan Tore Sanner, les 201 Mds NOK (17,7 Mds€) supplémentaires du budget national prévu pour honorer les mesures annoncées par le gouvernement seront directement extraits du Fonds pétrolier. L'alternative aurait consisté à emprunter cet argent, notamment auprès de la Banque centrale. Jan Tore Sanner précise que la loi encadrant le fonctionnement du Fonds dispose que l'État n'emprunte pas pour couvrir ses dépenses tant qu'il y a de l'argent dans le Fonds. Cependant, le Storting a adopté l'année dernière une exception à cette règle, autorisant l'État à souscrire un prêt "*dans des situations particulières où [il] a un besoin de liquidité, et où la vente de titres engendre un coût important*", même s'il y a de l'argent dans le Fonds. Jan Tore Sanner estime que cette exception n'est pas applicable en l'espèce. Selon lui, la vente d'obligations pour financer l'achat d'actions – et maintenir dans le même temps le ratio de 70% d'actions dans le portefeuille du Fonds mis à mal par la baisse des valeurs au mois de mars, ainsi que l'utilisation des dividendes et des revenus d'intérêts, empêchera une situation où "*la vente des titres engendre un coût important*". Le parti Vert propose à l'inverse que les salariés qui gagnent plus de 700 000 NOK/an (61 000€/an) payent un impôt supplémentaire temporaire de 5% pour éviter de trop puiser dans le Fonds pétrolier en finançant les mesures prises pour combattre l'impact économique de la pandémie.

L'Arabie Saoudite prend une participation significative au capital d'Equinor. Le fonds d'investissements publics d'Arabie saoudite aurait fait l'acquisition de plus de 20 M d'actions d'Equinor pour un montant de 2,83 Mds NOK (243 M€), soit 0,62% de la valeur de la compagnie norvégienne. L'Arabie Saoudite serait donc désormais le neuvième plus grand actionnaire d'Equinor.

Le projet éolien flottant Hywind Tampen est validé. Le ministère du Pétrole et de l'environnement a approuvé les plans de construction de onze éoliennes offshore en mer du Nord, plus grand projet au monde dans le secteur éolien flottant. Equinor pourra commencer en 2022 ces travaux qui permettront d'alimenter les plateformes Snorre et Gullfaks en énergie renouvelable. Les investissements sont estimés à 4,8 Mds NOK (413 M€). Le parti Vert salue cette avancée technologique mais regrette qu'elle soit mise au profit du secteur des hydrocarbures.

La ministre du Pétrole et de l'énergie a participé à la réunion des ministres de l'Energie du G20. Tina Bru a pris part le 13 avril à une réunion extraordinaire des ministres de l'énergie des membres du G20 dans un contexte de déstabilisation des marchés mondiaux du pétrole et du gaz du fait de la pandémie actuelle. La ministre norvégienne a précisé que la Norvège envisageait une réduction unilatérale de la production de pétrole, à condition que l'accord entre les pays de l'OPEP sur les réductions de production soit mis en œuvre, remettant à une date ultérieure l'exécution de cette éventuelle réduction de la production en Norvège et la définition du niveau de réduction.

La bataille contre les infractions aux règles du chômage technique continue. Depuis la deuxième semaine d'avril, NAV (agence norvégienne pour l'emploi et la sécurité sociale) reçoit plusieurs dizaines d'alertes par jour concernant des entreprises violant les règles de chômage technique. Le directeur de la section de contrôle de NAV, Ole Johan Heir, indique que ces comportements ne resteront pas sans conséquences pour les employeurs non vertueux. La ministre de la Justice, Monica Mæland, a affirmé que ces pratiques inacceptables feront l'objet d'enquêtes et de sanctions pénales.

La réforme libéralisant le secteur des taxis devrait être repoussée. Initialement prévue le 1^{er} juin, la modification de la loi sur les professionnels des transports, qui aurait autorisé les acteurs tels qu'Uber, sera probablement retardée. Le gouvernement a demandé aux comités s'ils estiment que la nouvelle loi aura des conséquences négatives pour les taxis en raison du coronavirus. Une majorité d'entre eux a répondu par l'affirmative. L'Association nationale des taxis déplore une baisse de revenus de 80% en raison de la pandémie. La section des transports de NHO (organisation patronale) ne souhaite pas non plus libéraliser le marché des taxis.



Deux infrastructures commenceraient la capture et le stockage de CO₂ cet été. L'incinérateur de déchets de Klemetsrud et la cimenterie de Breivik ont confirmé être prêts à débiter leurs opérations de CCS (*carbone capture and storage*) à l'été 2020. Le Président de LO (confédération syndicale), Hans-Christian Gabrielsen, se félicite de l'avancée des projets, tandis que le président de NHO (organisation patronale), Ole Erik Almlid souligne la création de 3 700 nouveaux emplois. La ministre du Pétrole et de l'énergie, Tina Bru précise qu'il faut attendre les résultats d'une évaluation externe sur la qualité de ces infrastructures, rappelant le risque de dépassements budgétaires, de retards ou d'échecs techniques.

Suède

La ministre des Finances, Magdalena Andersson, a donné des précisions sur les prévisions de croissance suédoise qui s'articulent autour d'un scénario de base avec une récession de 4,2% en 2020 associée à un taux de chômage de 9% et un déficit public de 3,8% et un scénario dégradé dans lequel la contraction du PIB atteindrait 10% pour 13,5% de chômage et 9% de déficit public en 2020. La ministre a souligné par la suite que les perspectives de croissance les plus probables se situaient désormais entre ces deux scénarios.

	Scénario de base		Scénario moins favorable	
	2020	2021	2020	2021
Croissance (données corrigées des effets de calendrier)	-4,2%	+3,3	-10%	+4%
Taux de chômage	9%	7,5%	13,5%	13%
Déficit (en % du PIB)	-3,8%	-1,4%	-9%	-7%
Dette Maastrichtienne (en % du PIB)	39,9%	38,3%	49%	53%

Le total des aides directes de l'État suédois en réponse à la crise Covid-19 est réévalué à 131,7 Mds SEK (12 Mds€) soit 2,6% du PIB. Le budget de printemps a été présenté mercredi 15 avril. À cette occasion, Magdalena Andersson a rappelé l'essence des 4 paquets de mesures de soutien actés en mars/avril. Elle a par ailleurs élargi le dispositif de réduction du temps de travail. Un nouveau scénario prévoit une possibilité de réduire son temps de travail de 80%, en conservant près de 90% du salaire. Il s'ajoute aux scénarios de réduction de temps de travail de 20%, 40% et 60% annoncés le 16 mars. L'Etat utilisera 298 M SEK (27,4 M€) du budget qu'il reçoit du Fonds social européen (719 M€ pour la période 2014-2020) pour financer une partie du dispositif de réduction du temps de travail. Le 30 mars, l'UE avait modifié un règlement, permettant aux États membres de réaffecter jusqu'à 4% du budget du FSE. Le gouvernement a demandé au Parlement de relever le plafond de dépenses du budget de l'État pour 2020 de 350 Mds SEK (32 Mds€), ce qui le porte à 1 742 Mds SEK (160 Mds€). Il s'agit de la première demande en ce sens en cours de mandat depuis l'instauration de la nouvelle loi budgétaire en 1996. Le gouvernement a annoncé une enveloppe spécifique de 30 M€ pour proposer des solutions de formation continue/reconversion aux personnes licenciées pendant la crise covid-19.

Réactions suédoises au plan de relance européen de 500 Mds€ pour faire face à la crise covid-19. La ministre des Finances félicite l'UE de cet accord historique, qui devrait être plutôt favorable à la Suède. Magdalena Andersson estime qu'il permettra de relancer les économies européennes et par conséquent les exportations suédoises, dont 70% sont en direction des États membres de l'UE (les exportations suédoises représentent 50% du PIB). Elle souligne néanmoins que plus du tiers du paquet de mesures ne concerne pas la Suède. Les prêts du Mécanisme Européen de Stabilité (d'après l'accord, les pays peuvent obtenir des prêts représentant jusqu'à 2 % de leur PIB) ne concerneront, de fait, pas la Suède. Le pays n'aura probablement pas non plus recours au soutien européen aux prestations de chômage partiel (d'après l'accord, 100 Mds€ sont prévus à cet effet), la ministre pense pouvoir emprunter à des taux d'intérêt plus intéressants sur les marchés. La ministre accueille en revanche positivement le mandat élargi de la Banque Européenne d'Investissement (+ 200 Mds€ de prêts aux PME) et pense que cette mesure pourra servir les entreprises suédoises. Elle réaffirme son scepticisme à l'égard des « coronabonds » et s'oppose à une généralisation de ce système de mutualisation des dettes à l'échelle européenne.

La Suède soutient la relance verte de l'UE. Le gouvernement suédois met en avant son engagement pour le maintien d'un Pacte vert européen ambitieux dans le contexte de la politique économique de relance de l'UE. La Suède a fait partie des premiers signataires de la tribune en faveur d'une relance verte européenne aux côtés de plusieurs États membres, dont la France. Le gouvernement, ainsi que plusieurs grands groupes suédois (Volvo, IKEA, H&M), ont également rejoint l'initiative « Green Recovery Alliance » lancée par Pascal Canfin au Parlement européen.

Au niveau national, le gouvernement a également pris des mesures pour verdifier son plan de relance. Il a introduit un « programme d'emplois verts » permettant à l'agence suédoise des Forêts de recruter des chômeurs pour entretenir les forêts et replanter des arbres (14 M€ alloués en 2020). Dans le cadre du budget de printemps, le gouvernement renforce les soutiens accordés au solaire photovoltaïque (20 M€ supplémentaires portant le budget total à 100 M€ en 2020) et à la production de biogaz agricole afin de permettre aux agriculteurs de produire leur propre carburant (12 M€ supplémentaires en 2020).

Le prix de gros de l'électricité sur la bourse nordique Nordpool a atteint un niveau historiquement bas (2,1 €/MWh en moyenne journalière) et le prix mensuel moyen devrait atteindre 4€/MWh en avril (contre 41€/MWh en avril 2019). Les conditions météorologiques favorables à l'éolienne et l'hydro (fonte des neiges printanières) sont à l'origine de prix négatifs observés sur la bourse durant quelques heures, atteignant -56€/MWh. En conséquence, l'énergéticien public suédois



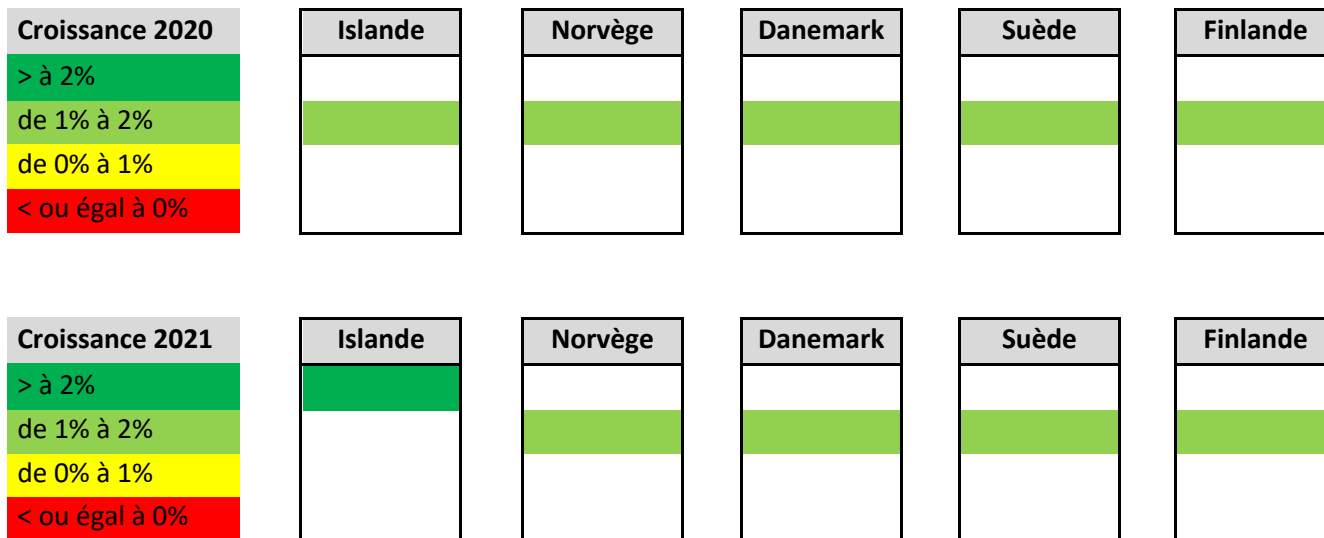
Vattenfall a décidé de réduire ses capacités nucléaires temporairement, à l'instar d'EDF en France, car ses réacteurs nucléaires fonctionnent à perte. Le réacteur R1 de la centrale de Ringhals a été mis à l'arrêt au moins jusqu'en septembre. Vattenfall a également baissé de 20% la production de ses autres réacteurs nucléaires. Dans ce contexte, Vattenfall a annoncé fin avril qu'il réduira de moitié le dividende versé à l'État suédois (330 M€ contre 660 M€ prévus avant la crise).

La Suède souhaite lever les droits de douanes sur les produits médicaux au sein de l'UE pour tous les importateurs et pour une durée étendue. À ce jour, la Commission a décidé d'annuler les prélèvements de TVA et de droits de douanes pour les administrations et ONG pendant 6 mois. Le gouvernement suédois souhaite élargir cette mesure aux entreprises privées, et allonger sa durée d'application.



La quinzaine nordique – 24 avril 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2) ne prenant pas en compte les effets de la crise.

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
PIB										
Gouvernement	1,5	1,4	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-4,0	3,5	-	-
Banque centrale	1,7	1,6	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	0,4	1,3	1,3	1,8	-2,4 à -4,8	2,4
Institut stat./conj****.	-3,5 à - 5,5	-	-1 à -5	1,1	-5,5	4,7	-3,2	3,5	1,7	2,7
Commission*	1,5	1,5	1,5	1,0	1,9	1,9	1,2	1,5	1,8	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	1,4	1,4	1,0	0,9	2,0	1,7	1,2	1,2	1,6	2,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	1,1	1,7	-	-
Nordea	1,5	1,5	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	1,4	1,4	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2020) sauf Islande et Norvège (prévisions d'automne)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (novembre 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration


2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-6,5 à -9	-0,1	-1,4	-1,4	7,6	-	-3,8	-1,4	-	-
Commission*	0,5	0,0	-1,4	-1,6	8,5	8,6	0,1	0,1	0,4	0,6
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	0,3	-0,2	-1,4	-1,5	9,1	9,0	0,2	0,1	-1,0	-1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	33,8	33,4	58,8	59,7	-	-	39,9	38,3	-	-
Commission*	32,3	31,7	59,3	59,8	33,8	30,7	33,4	32,0	37,7	37,0
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	1,3	1,4	1,4	1,5	2,0	2,0	1,5	1,6	2,8	2,7
cons. privée*	2,0	1,8	1,1	1,5	2,1	2,0	1,5	1,5	2,5	3,2
chômage (BIT)*	4,8	4,7	6,5	6,4	3,5	3,6	7,1	7,2	3,8	3,7

Source :

 * *Prévisions d'automne* (novembre 2019)

 ** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

 *** *Perspectives économiques* (novembre 2019)

 **** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

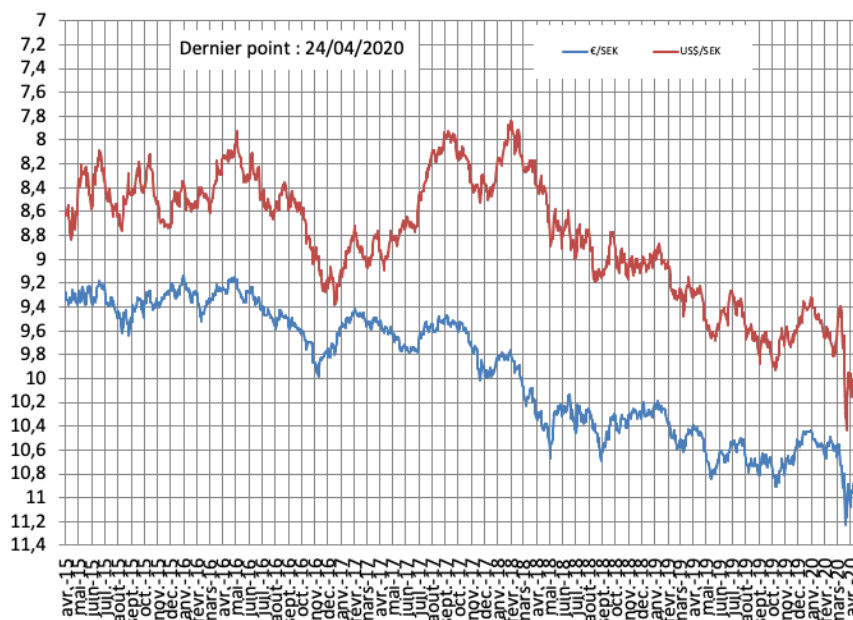
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

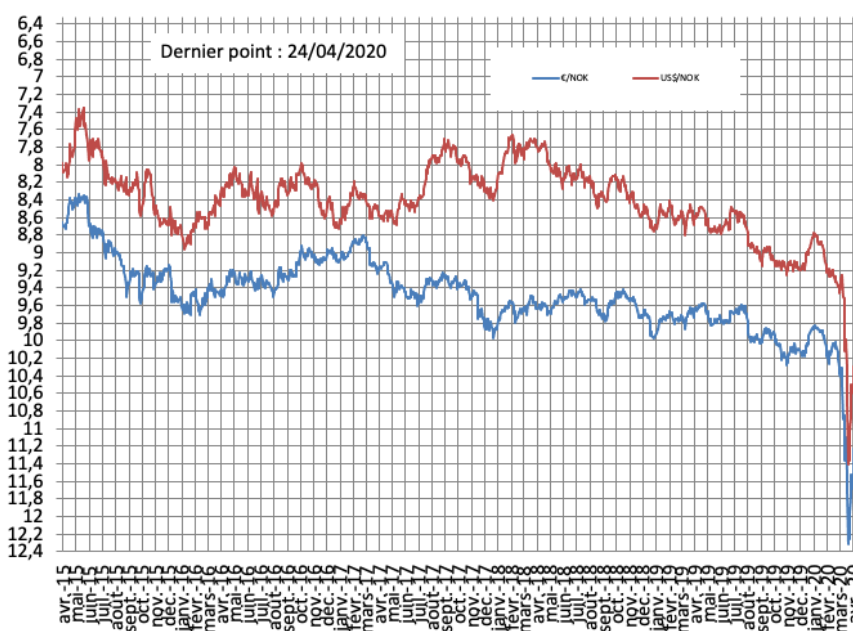


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).